

Fermeture de centrales en Allemagne : l'Europe poursuit son suicide énergétique

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 21 avril 2023

Source [Boulevard Voltaire] : En fermant, ce samedi 15 avril 2023, ses trois dernières centrales, l'Allemagne a définitivement tourné la page de l'électricité nucléaire qui, en 2001, représentait un tiers de sa génération électrique. Historique, ce tournant est surtout symbolique quant à la stratégie énergétique européenne. En refusant la génération électrique la plus sûre et la moins carbonée, l'Allemagne et son *Energiewende* emmènent un peu plus l'Europe vers un suicide énergétique annoncé. Un suicide méthodiquement organisé depuis un quart de siècle par une écologie politique diabolique.

Bien que nains politiques sur le plan électoral, l'écologie politique a eu, au cours des deux dernières décennies, une influence titanesque sur les politiques énergétiques des pays européens. Appelés comme appoint parlementaire dans de nombreuses coalitions gouvernementales de gauche comme de droite, ils ont très chèrement négocié leur participation en faisant notamment de l'émergence des renouvelables et de la réduction du nucléaire une condition obligée à leur participation.

En Belgique, la « [coalition arc-en-ciel](#) » rassemblant libéraux, socialistes et écologistes adopta en 2002 [une loi](#) interdisant la construction de nouveaux réacteurs nucléaires et limita à un maximum de 40 ans la durée de vie des sept réacteurs du plat pays. Bien que les échéances aient été revues à plusieurs reprises, le premier réacteur Doel 3 a été définitivement fermé le 1er octobre 2022. Les autres suivront et le plat pays n'aura d'autre choix que de remplacer sa puissance électronucléaire par du gaz.

En Allemagne, c'est la « *Loi atomique* » promulguée en 2002 par la coalition des sociaux-démocrates et des Verts dirigée par Gerhard Schröder qui [a sonné le glas du nucléaire allemand](#) en fixant à 32 ans la durée de fonctionnement et en interdisant, comme en Belgique, toute nouvelle construction. Jusqu'en 2011, les échéances n'étaient toutefois pas clairement définies. Mais en 2011, par suite de l'accident de Fukushima, le gouvernement d'Angela Merkel en programma la sortie totale pour 2022.

S'il n'y a jamais eu, en France comme en Belgique ou en Allemagne, de réelle volonté politique de sortir du nucléaire, la filière a fortement souffert d'attaques incessantes portées par la gauche en général, les Verts en particulier, depuis la fin du siècle dernier. Elle se concrétisa notamment, en 2001, quand les Verts, représentés à l'époque par Dominique Voynet au sein du gouvernement « *gauche plurielle* » de Lionel Jospin, auront la peau de Superphénix. Quinze ans plus tard, l'accord électoral entre François Hollande et les Verts scellera la mort de Fessenheim et du projet ASTRID.

L'antinuclearisme des Verts remonte au début des Trente Glorieuses. Avant de s'intéresser à Dame Nature, les écologistes ont [d'abord été pacifistes](#). S'opposant frontalement à la prolifération des armes nucléaires et à la guerre du Vietnam, l'écologie politique n'a jamais fait la différence entre nucléaire civil et nucléaire militaire : pour un écologiste, un réacteur nucléaire porte en lui l'odeur d'Hiroshima et de Nagasaki ! [Selon l'ancien ministre de l'Environnement](#) Brice Lalonde : « *Au sein du mouvement écologiste [accepter le nucléaire] c'est un peu comme demander à un chrétien de renoncer à la Bible.* »

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

21/04/2023 01:00